

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention **D0**. Cela implique que la Facilité de Coopération n'a pas d'actions ciblant spécifiquement la problématique de l'invalidité et du handicap, mais pourra être utilisée pour intégrer cette dimension dans les projets et programmes du PIP, ainsi que pour mener des actions de plaidoyer pour améliorer les conditions de vie de cette catégorie vulnérable de la population.

Démocratie

Etant une mesure d'appui pour identifier des actions à mettre en œuvre dans le cadre de l'IVCDI, la Facilité de Coopération contribue indirectement au renforcement de la démocratie, notamment dans le cadre du soutien aux actions qui vont être mises en œuvre dans le secteur de la justice et de l'exercice de la démocratie, à travers soit le renforcement des acteurs oeuvrant pour un accès équitable à tous les droits soit à travers le renforcement des capacités des citoyens à connaître, à défendre et à revendiquer leurs droits et devoirs en matière de démocratie.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Commentaire similaire au précédent. La Facilité de Coopération peut être un outil précieux pour apporter des contributions complémentaires aux objectifs, notamment, du programme d'appui à la Justice (renforcement d'une justice indépendante et impartiale pour tous), de celui de consolidation de la paix et de la stabilité, ou de celui d'appui à la société civile, dont le rôle dans la prévention et la résolution des conflits et dans la protection des droits humains est un facteur déterminant pour aider à maintenir la cohésion et la paix sociale.

Réduction des risques de catastrophes

L'action contribuera à la réduction de risque de catastrophes, à travers: (i) la mise en place d'activités de sensibilisation adressées à un public ciblé pour la prévention de risque de catastrophes naturelles; (ii) l'appui, par des études techniques spécialisées, à la préparation de plans de contingence dans des zones d'opération des projets et programmes de l'UE, qui sont potentiellement exposées à des risques de catastrophes naturelles.

Autres considérations, le cas échéant

Digitalisation : avec l'introduction de la nouvelle technologie et des solutions numériques, la Facilité de Coopération pourra être mobilisée à travers la mise à disposition d'expertises spécifiques pour les secteurs qui voudront adopter les nouvelles technologies numériques en vue de rendre la coopération plus efficace dans le traitement des données utiles pour la prise de décision.

Afin de renforcer la réalisation de ces engagements, l'Action portera une attention particulière a) aux choix des assistances techniques (prévoir des équipes multidisciplinaires avec expertise genre) ; b) au recrutement transparent et non-discriminatoire d'expertise en matière de genre et de droits humains ; c) à la sensibilisation de tous les acteurs concernés sur la relation entre l'efficacité de l'aide et les questions de droits humains et genre ; et d) à l'intégration de l'approche basée sur les droits humains et le genre, dans les outils de programmation, conception, etc., ainsi que dans ceux de suivi et d'évaluation (gestion axée sur les résultats et la performance des actions sensibles au genre et aux droits humains, à la protection de l'environnement et au changement climatique...).